

Synthèse conclusive

« Vivre les fournaises urbaines »

« *Vivre les fournaises urbaines* » est une enquête conduite par l'UMR Triangle pour *Notre Affaire à Tous*, sous la responsabilité scientifique de Guillaume Faburel (Pr, Université Lyon 2, UMR Triangle) et assuré par l'aide à la coordination de Fabian Lévêque (Doctorant, Université Lyon, UMR Triangle) et de Karl Berthelot (Doctorant, EHESS), de Mathilde Girault et Loriane Ferreira (Université Lyon 2, UMR Triangle). Le Réseau des Territorialistes a également été mobilisé.

Cette enquête s'est déroulée en juin/juillet 2019, avec des habitant·e·s de deux villes moyennes (Nîmes et Narbonne) et trois métropoles (Marseille, Montpellier, Toulouse) du sud de la France. Elle repose sur une démarche qualitative de 130 entretiens semi-ouverts, d'une durée moyenne d'une heure. Cette recherche visait à interroger **les vécus climatiques en milieu urbain et les engagements écologiques des habitant·e·s interrogé·e·s**. Ce document de synthèse présente les 5 résultats marquants de ce travail d'enquête :

- 1) L'impression de « *fournaises urbaines* » est très largement partagée au sein de la population enquêtée. **56%** affirment que le changement climatique a déjà des effets concrets sur leurs manières de vivre au quotidien : adaptation des horaires de sommeil, concentration des sorties le matin ou le soir, ralentissement des rythmes de vie. Fait plus marquant : ces constats trouvent des relais dans **des sensations et des sentiments de suffocation et d'asphyxie croissants**.
- 2) Ces ressentis de fournaise urbaine font alors droit à **un sentiment tout aussi marqué d'injustices** : des inquiétudes prédominent à l'égard des **populations vulnérables** (enfants, personnes âgées ou isolées, sans domicile fixe) qui souffrent au quotidien de cette chaleur, mais aussi vis-à-vis des **générations futures** à qui l'on laisserait des situations écologiques de plus en plus invivables. Pour près de la moitié des habitant·e·s, un sentiment d'injustice prévaut à l'endroit **des plus démunis**, lorsqu'il s'agit de l'adoption de modes de vie supposés écologiques, mais plus encore dans le cas de **migrations climatiques internationales** provenant des pays pauvres.
- 3) Les causes, explicitement pointées du doigt, sont à trouver du côté des densifications urbaines, l'hyperconcentration du bâti, ainsi que l'influence touristique. Les périphéries, les arrière-pays et les campagnes sont parés de plusieurs vertus pour les pratiques quotidiennes et les choix résidentiels : un minimum de **30% des répondant·e·s envisageraient déjà de quitter les grands centres urbains si les conditions d'habitabilité urbaine continuaient à se dégrader**. Une insatisfaction est remarquée à l'endroit des cadres urbains de vie, particulièrement dans les grandes villes de l'enquête, fait de leur croissance soutenue et de l'artificialité provoquée.
- 4) **Un agir politique jugé inefficace** : ces responsabilités sont largement imputées à l'inaction remarquée des **institutions** en charge des affaires publiques, jugées **incapables de contrôler ou réguler les grands intérêts économiques** au fondement des

modes consuméristes de vie. Colères et défiances se cristallisent à l'endroit des institutions, qu'elles soient nationales ou municipales : pour les habitant·e·s, ces cadres institutionnels détournent voire limitent les possibilités réelles d'action efficace pour le climat et l'écologie.

- 5) **Nécessité de penser une contre-culture de l'écologie** : près de 60% des enquêté·e·s se déclarent engagé·e·s au quotidien en faveur de l'écologie : les thématiques passent de la gestion des déchets jusqu'à des bifurcations radicales dans les parcours professionnels. Plusieurs personnes critiquent l'insuffisance des conversions généralisées des éco-comportements dits vertueux, mais face au constat d'emballement urbain et de dérèglement climatique, face à la désaffiliation institutionnelle et aux colères grandissantes, **un sentiment d'impuissance prévaut**. Subsiste alors le souhait partagé de soutenir le passage d'une écologie institutionnelle à une écologie existentielle.

En bref,

- 1) Une relation existe entre l'emballement constaté de l'urbain, le vécu des dérèglements climatiques et la dégradation ressentie des milieux écologiques de vie,
- 2) Les sentiments d'injustice et d'impuissance structurent largement les discours habitants,
- 3) Les institutions publiques et l'organisation actuelle de la vie politique sont jugées incapables de répondre aux défis climatiques et écologiques.

Ce sont dès lors les expériences sensibles et affectives dans l'expérience de vie directe et concrète des habitant·e·s que s'affirment à ce jour une réflexivité et concernement écologique, social et politique. Le changement climatique, catégorie première d'entrée de l'enquête, tel qu'il est observé et vécu au quotidien, devient un opérateur pour engager une réflexion sur les conditions d'habiter, l'état de fonctionnement des politiques publiques et les conditions sociales d'existence au regard des dégradations écologiques. Les sentiments de doute et d'inquiétude, d'injustice et d'impuissance, de crainte et de colère représentent des leviers de réflexion sur le contexte politique existant, mais aussi d'engagements, qui ne passe pas nécessairement par des formes traditionnelles de militance, mais qui se manifestent par des **changements ordinaires et discrets**. Loin de nier les enjeux écologiques ou de privilégier une stratégie du « petit geste », les habitant·e·s reconstruit·e·s construisent progressivement une **critique sociale existentielle**, où leurs propres conditions de vie deviennent supports pour une réflexion politique et écologique élargie.

Pour terminer, c'est tout de même **1/3** des répondants appellent à un désormais incontournable passage à une **transformation profonde et radicale des sociétés actuelles** (contre les modes de vie imposés et les intérêts économiques les produisant) **et une plus grande prise d'autonomie écologique et politique** (lorsque les institutions techniques et politiques sont jugées défailtantes face aux défis d'aujourd'hui) pour envisager un horizon plus désirable des devenirs terrestres. **Autolimitation et déconsommation** font partie des solutions prônées.